



## **Stop au chaos territorial !**

**Non à la suppression du département des Hauts-de-Seine ! Pour des services publics de proximité proches des populations et utiles pour tous**

Ce n'est plus une rumeur. Le président de la République envisage d'annoncer la fusion des départements de la petite couronne avec Paris lors de la Conférence territoriale de janvier 2018 dans le cadre de la mise en place du Grand Paris. Les compétences de ces départements seraient transférées vers les EPT (Etablissements publics territoriaux).

Or la mise en place de la réforme territoriale (loi Notre) et de la métropole Grand Paris (Maptam) s'est déjà traduite dans le 92 par une véritable désorganisation des structures administratives : région, département et communes.

Les 7 communautés de communes créées dans les années 2000 ont été dissoutes puis intégrées aux 4 EPT. La ville d'Argenteuil rejoint le T5 (territoire 5 Boucle Nord de Seine) alors qu'elle fait partie du Val d'Oise.

En février 2016 les conseils départementaux du 92 et du 78 ont voté leur fusion dans l'objectif de s'opposer à la mise en place du Grand Paris qui « diluerait leurs prérogatives » mais le but non avoué étant de supprimer massivement des emplois publics indispensables pour répondre aux besoins des populations.

Déjà le 78 et le 92 ont regroupé les services de l'adoption et de l'archéologie préventive, profitant de l'occasion pour les délocaliser vers le 78 là où le foncier est moins cher. Ce n'est pas tout : les conseils municipaux de Boulogne-Billancourt et d'Issy-les-Moulineaux ont aussi annoncé leur fusion pour former une collectivité géante de près de 200 000 habitants !

Cette désorganisation accompagne une dérive toujours plus autoritaire de l'Etat et de la 5<sup>ème</sup> République puisque les centres de décision sont volontairement éloignés des citoyens. Il faut le rappeler : aucun débat public n'a eu lieu sur la question des territoires pendant les périodes électorales ! Tout se fait dans la plus grande opacité.

C'est l'opération CAP 2022 gouvernementale pour imposer la baisse de 3% d'investissement public du PIB.

Les grandes manœuvres pour liquider les missions de services publics de l'Etat et des collectivités se poursuivent :

- Trois hôpitaux sont menacés dans le 92 : Beaujon à Clichy, L'hôpital Poincaré de Garches spécialisé dans la prise en charge des enfants handicapés et à Villeneuve la Garenne la fermeture de la radiologie a été annoncée
- 3 trésoreries sont en cours de restructuration et de fusion : Bagneux, Malakoff, Villeneuve...

- Quatre sections d'inspection du travail sont menacées de suppression.
- Plusieurs offices HLM sont regroupés et intégrés à l'office départemental (Courbevoie, Clichy) ou même privatisés (Malakoff).
- Plus d'une dizaine de bureaux de poste, d'agences CAF, CPAM et PMI ont fermé !

Mais à qui profite ce Big Bang territorial ? En premier lieu au Medef qui a estimé à 780 millions d'euros les économies sur les dépenses de personnels. La mise en place de supers marchés publics va profiter aux multinationales du BTP qui n'attendent que ça !

Et les opérations immobilières vont bon train en lien avec une désindustrialisation massive du 92 : fermeture des sites d'Airbus Suresnes, Dassault Saint Cloud et de PSA à La Garenne. Les 10 hectares des usines PSA estimés à 500 millions d'euros aiguissent les appétits des promoteurs.

Les populations les plus pauvres n'ayant qu'à s'installer dans les quartiers les plus populaires de la petite couronne, plus loin en grande couronne, voire au-delà de l'Ile de France !

La population du 92 en forte augmentation depuis 10 ans a besoin au contraire d'un renforcement et d'un développement importants des services publics. A l'inverse ce que veulent imposer les libéraux, il faut plus de décentralisation et de décisions prises au plus près des citoyens.

**Pour riposter à l'opération d'enfumage CAP 22 et à la Conférence territoriale qui visent au démantèlement des services publics, l'UD CGT 92 appelle au rassemblement « Démocratie et libertés syndicales Fonction publique » le 8 février devant le Ministère de l'Action et les comptes publics sera organisé à partir de 13 h 30, 139 Rue de Bercy, 75012 Paris, métro Bercy.**